

GE_GERICHTE ATAS/772/2022 vom 5. September 2022

GE Cour de justice, 2022-09-05, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_772_2022

FR: GE_GERICHTE ATAS/772/2022 du 5 septembre 2022

IT: GE_GERICHTE ATAS/772/2022 del 5 settembre 2022

Erwägungen

E. 1

Conformément à l'art. 134 al. 1 let. a ch. 2 de la loi sur l'organisation judiciaire, du 26 septembre 2010 (LOJ - E 2 05), la chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît, en instance unique, des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 6 octobre 2000 (LPGA - RS 830.1) relatives à la loi fédérale sur l'assurance-invalidité du 19 juin 1959 (LAI - RS 831.20). Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

E. 2.1

Le 1er janvier 2022, sont entrées en vigueur les modifications de la LAI du 19 juin 2020 (développement continu de l'AI ; RO 2021 705) ainsi que celles du 3 novembre 2021 du règlement sur l'assurance-invalidité du 17 janvier 1961 (RAI – RS 831.201 ; RO 2021 706). En cas de changement de règles de droit, la législation applicable est celle qui était en vigueur lors de la réalisation de l'état de fait qui doit être apprécié juridiquement ou qui a des conséquences juridiques, sous réserve de dispositions particulières de droit transitoire (ATF 136 V 24 consid. 4.3 et la référence).

E. 2.2

En l'occurrence, la décision querellée a été rendue postérieurement au 1er janvier 2022, de sorte que les dispositions légales applicables seront citées dans leur nouvelle teneur.

E. 3

Interjeté dans la forme et le délai prévus par la loi, le recours est recevable (art. 56 LPGA ; art. 62 al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 [LPA - E 5 10]).

E. 4

Le litige porte sur le bien-fondé de la décision de l'OAI de refuser à la requérante des mesures médicales nécessaires en lien avec ses troubles ophtalmiques.

E. 5

L'art. 13 al. 1 LAI prévoit que les assurés ont droit aux mesures médicales nécessaires au traitement des infirmités congénitales (art. 3 al. 2 LPGA) jusqu'à l'âge de 20 ans révolus. Le Conseil fédéral détermine les infirmités congénitales donnant droit à des mesures médicales en vertu de l'art. 13 LAI (art. 14ter al. 1 let. b LAI). Le Conseil fédéral a délégué sa compétence législative au Département fédéral de l'intérieur (ci-après : DFI ; art. 3bis al.1 RAI). Faisant usage de la délégation prévue, le DFI a édicté l'ordonnance du DFI concernant les infirmités congénitales (OIC-DFI – RS 831.232.21), qui comprend une annexe énumérant lesdites infirmités. Selon le chiffre 425 de cette liste, les anomalies congénitales de réfraction avec une acuité visuelle de 0,3 ou moins à un œil (après

correction) ou de 0,4 ou moins aux deux yeux (après correction) constituent une infirmité.
Le seuil d'acuité

A/1972/2022 - 4/5 - visuelle doit être mesuré après correction optique. L'annexe précise que si l'acuité visuelle n'est pas mesurable et si l'œil en cause ne peut pas fixer centralement, on admet que l'acuité visuelle est de 0,3 ou moins. Dans l'hypothèse d'une infirmité congénitale prouvée, l'assurance-invalidité prend en charge les lunettes au titre d'appareils de traitement, pour autant qu'elles servent au traitement de l'affection assurée sous le chiffre concerné (DFI OFAS, Circulaire sur les mesures médicales de réadaptation de l'AI (CMRM), 318.507.06 f, pp. 85 - 86).

E. 6

En l'occurrence, selon le rapport médical du 6 avril 2022 de la Dresse C_____, la recourante présentait, après correction, une acuité visuelle de 1.0 aux deux yeux, de sorte que la recourante ne remplit pas les critères minimaux fixés par le chiffre 425 de l'annexe à l'OIC-DIF pour la prise en charge par l'assurance- invalidité de mesures médicales nécessaires au traitement de son affection oculaire.

E. 7

Partant, le recours ne peut qu'être rejeté. Au vu du sort du recours, il y a lieu de condamner la recourante au paiement d'un émolument de CHF 200.- (art. 69 al. 1 bis LAI).

A/1972/2022 - 5/5 - PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES
SOCIALES : Statuant À la forme :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.